



## Trump dévoile un «plan de paix» absurde au Moyen-Orient alors que Netanyahu est inculpé

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 31 janvier 2020

[wsws.org](#) 29 janvier 0200

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

*Photo : Trump rencontre Netanyahu le lundi 27 janvier [source: La Maison Blanche]*

Donald Trump s'est joint mardi au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à la Maison Blanche pour dévoiler publiquement ce que le président américain a décrit comme sa «vision de la paix» au Moyen-Orient. C'était une proposition absurde, approuvant toutes les politiques de la droite israélienne tout en garantissant son rejet par le peuple palestinien.

Le moment choisi de la publication de la «vision», qui est censé être une idée originale du gendre de Trump, Jared Kushner, et le produit de plus de deux ans de travail, a été manifestement fixé pour répondre aux besoins politiques immédiats de Trump et de Netanyahu. Cela s'est passé alors que le procès de destitution de Trump au Sénat américain entrait dans sa deuxième semaine et quelques heures seulement après que Netanyahu a été inculpé de fraude et de corruption. L'acte d'accusation est intervenu après que Netanyahu eut abandonné une tentative futile de gagner un vote à la Knesset israélienne lui accordant l'immunité.

L'annonce de Trump visait clairement à renforcer l'image très écornée de Netanyahu, qui fait face à sa troisième élection en moins d'un an. Lors du dernier tour de scrutin, Trump a également tenté de promouvoir les chances du Premier ministre israélien en annonçant la reconnaissance américaine de la revendication illégale d'Israël sur les hauteurs du Golan syrien occupé.

Le gouvernement Trump a également reconnu Jérusalem comme la capitale d'Israël, y déplaçant son ambassade, et a coupé des centaines de millions de dollars d'aide aux Palestiniens. À la fin de l'année dernière, il avait annoncé qu'il ne considérait plus les colonies israéliennes sur le territoire palestinien occupé comme «incompatibles avec le droit international».

Dans ce qui revenait à une sorte d'autodérision, Trump a parlé de «percée historique» pour son plan au motif qu'il avait réussi à obtenir l'approbation de Netanyahu et de son rival aux élections israéliennes, prévues le 2 mars, Benny Gantz, du parti Bleu et Blanc, un ancien chef des Forces de défense israéliennes (FDI).

Gantz, dans une tentative de contrecarrer l'effort évident visant à renforcer le statut de Netanyahu en tant qu'homme d'État mondial, s'est rendu à Washington lundi et y a rencontré Trump en privé avant de retourner en Israël pour le vote prévu sur la demande

d'immunité de Netanyahu.

Le fait que cette «percée» n'incluait absolument aucune discussion et encore moins une entente avec un quiconque représentant palestinien fut considéré comme une évidence. Le président américain a accordé aux Palestiniens quatre ans pour s'adapter au diktat américano-israélien, tandis que son gendre a menacé que ce serait leur «dernière chance» d'obtenir un État palestinien indépendant.

Une carte montrant l'Etat palestinien proposé en vert

Le public réuni pour entendre la proclamation de la «vision» de Trump était composé des propres membres de son cabinet, de partisans de droite, de responsables israéliens et de sionistes américains bien en vue. Le milliardaire des casinos Sheldon Adelson, un important bailleur de fonds du Parti républicain et des colonies israéliennes, occupait l'une des places privilégiées au premier rang. L'auditoire a interrompu les propos de Trump et Netanyahu par des applaudissements plus de 70 fois - la plupart du temps debout - et avec des cris de joie lorsque le président américain s'est vanté d'avoir assassiné le général iranien Qassem Suleimani et d'avoir annulé l'accord nucléaire iranien.

Le plan annoncé par Trump officialise essentiellement les «faits sur le terrain» établis par l'agression israélienne incessante et la saisie de terres dans les territoires occupés. Il apporte l'approbation américaine pour l'annexion officielle de ces territoires et la consolidation d'un régime d'apartheid.

Alors que la «vision» de Trump et Kushner prétend accorder aux Palestiniens une «solution réaliste à deux États, offrant une voie viable vers un État palestinien» à un moment donné dans le futur, ses récompenses pour Israël sont immédiates. Trump a déclaré dans ses remarques à la Maison Blanche que Washington reconnaîtrait la souveraineté israélienne sur toute terre dont sa « vision prévoit qu'elle fera partie de l'État d'Israël».

Le prenant au mot, Netanyahu a annoncé qu'il organiserait un vote de son cabinet dimanche pour imposer immédiatement la souveraineté israélienne sur les vastes zones de la Cisjordanie occupée - y compris toute la vallée du Jourdain - accordée à Israël dans le cadre du plan Trump. L'annonce de Netanyahu faisait suivre une demande pour un tel vote de la part de son ministre de la Défense, Naftali Bennett, du parti religieux droitier Yamina, qui insiste qu'Israël n'acceptera jamais un État palestinien ni ne « cédera un centimètre de terrain aux Arabes ».

Le plan Trump a été publié sous la forme d'un document de 181 pages, rempli de cartes dessinant les frontières « conceptuelles » d'un Israël élargi et d'un mini-État palestinien supposé. Les cartes montrent clairement la parodie de la prétendue entité palestinienne à être constituée à partir de territoires occupés par Israël, tout en masquant toute l'absurdité de la proposition.

Elles montrent une mosaïque de cantons palestiniens entourés de territoire israélien, reliés les uns aux autres par une série de ponts, tunnels et routes contrôlés par Israël. Les cantons eux-mêmes sont parsemés par ce que le plan décrit comme des «communautés enclaves israéliennes», c'est-à-dire des colonies sionistes qui seront fermées, reliées par des routes de sécurité de type apartheid uniquement israéliennes et protégées par les forces de sécurité israéliennes. Sur la carte, cinq zones à l'intérieur du soi-disant territoire palestinien sont marquées comme «sites stratégiques», soit des bases militaires israéliennes. La

déclaration indique en outre clairement que les 15 «enclaves» répertoriées ne peuvent pas être vues comme des « parties intégrantes ».

Entre temps, chaque frontière, l'espace aérien et l'accès à la mer seront contrôlés par Israël. A titre de comparaison, cette proposition fait des infâmes bantoustans créés par le régime d'apartheid en Afrique du Sud des modèles d'autodétermination nationale. Ce qui est proposé pour la Cisjordanie, comme à Gaza, est une prison géante à ciel ouvert.

En échange de ce «cadeau», les Palestiniens sont condamnés à reconnaître Israël comme un «État juif», reléguant les Palestiniens israéliens à un statut d'oppression permanente. Ils sont tenus de désarmer la bande de Gaza, de renoncer au «terrorisme» ainsi qu'au soutien aux victimes des forces de sécurité israéliennes et d'accepter ce qui revient à imposer une administration coloniale organisée par les États-Unis.

Des manifestations ont éclaté en Cisjordanie et à Gaza avant même que Trump et Netanyahu ne prennent la parole à la Maison Blanche, à mesure que les détails de la proposition étaient dévoilés. Mercredi, les Forces de défense israéliennes ont envoyé des renforts dans les territoires occupés en prévision de manifestations beaucoup plus larges.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le mouvement islamiste du Hamas, qui administre Gaza, ont tenu mardi soir une rare réunion conjointe d'urgence pour discuter du plan Trump.

Abbas a déclaré que la proposition ne serait jamais acceptée et que des discussions étaient en cours pour «changer le rôle de l'Autorité palestinienne (AP) conformément aux résolutions prises par l'OLP». Bien qu'il n'ait pas précisé ces changements, l'AP a déjà menacé de mettre fin à son action policière sur la population palestinienne en coopération avec les FDI.

Aux États-Unis, le Parti démocrate, l'opposition ostensible de Trump, a tenté de faire valoir son propre soutien inconditionnel à Israël conjointement avec le plan Trump. La présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, a dirigé une délégation du Congrès en Israël la semaine dernière pour rassurer ses responsables qu'un projet de loi imposant des conditions à l'aide militaire américaine et exigeant que Trump demande l'approbation du Congrès pour une guerre contre l'Iran ne devait pas être considéré comme une menace pour les intérêts israéliens. Les démocrates de premier plan ont également exprimé leur inquiétude que le plan Trump ne révèle trop ouvertement la faillite de l'ensemble du soi-disant «processus de paix» et de la «solution des deux États».

Trump a annoncé mardi que les ambassadeurs des cheikhs du Golfe de Bahreïn, des Émirats arabes unis et d'Oman étaient présents dans l'audience. L'un des objectifs de la mascarade du plan Trump est de consolider une alliance entre l'État israélien et les monarchies pétrolières réactionnaires du golfe Persique, en préparation d'une guerre totale contre l'Iran. Cependant, la Jordanie, l'Arabie saoudite et l'Égypte n'étaient pas présentes. Ces derniers joueraient un rôle central en faisant pression sur l'Autorité palestinienne et le Hamas pour capituler.

La mise en scène éhontée organisée par Trump et Netanyahu à la Maison Blanche mardi ne représentait qu'une nouvelle étape de la mise à mort de la «solution des deux États». Pour des millions de travailleurs et de jeunes palestiniens, la faillite de cette tactique a été rendue très claire, non seulement par les crimes de Washington et de Tel Aviv, mais aussi

par le rôle perfide joué par la bourgeoisie palestinienne.

Ni l'Autorité palestinienne d'Abbas, qui a purement et simplement servi de larbin et de policier à l'occupation israélienne, ni la faction islamiste du Hamas, n'ont fourni de voie à suivre dans la lutte contre les conditions d'oppression, de déplacement, de pauvreté et de violence qui ont été infligées au peuple palestinien...

Bill Van Auken

Article paru en anglais, WSWWS, le 29 janvier 2020

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Bill Van Auken, wsws.org](http://wsws.org), 2020

---

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)